

Anne Franziskus

Vivre avec un budget limité

Quelques témoignages d'un projet de recherche

Comment vit-on au Luxembourg lorsqu'on gagne le salaire social minimum (SSM) non qualifié, voire moins ? Est-ce une vie marquée par la difficulté et par une gestion parcimonieuse du budget comme nous l'a fait supposer le *Mindestlounblog* de Dany Rasqué sur RTL Radio ? Quelles sont alors les perspectives des personnes concernées par cette question, quels sont les problèmes et les soucis auxquels elles font face au quotidien ? Et quels sont les conséquences sociales et sociologiques qui peuvent en résulter à long terme ?

Une étude actuelle du Statec sur la précarité et les conditions de vie au Luxembourg permet de mener quelques réflexions par rapport à ces questions. Des entretiens et des discussions de groupe ont été menés avec des personnes qui soit gagnent le SSM non qualifié, soit sont bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG). Alors qu'a priori, il s'agit là de situations différentes, la comparaison des deux groupes est toutefois pertinente dans la mesure où le projet s'intéresse aux besoins minima des gens et à la privation (voir encadré p. 30), et où les problèmes rencontrés par les concernés se recoupent. En termes d'argent, gagner le SSM signifie avoir environ 1 700 nets par mois (pour un adulte). Le chiffrage est plus difficile à faire pour les bénéficiaires du RMG, car ce dernier est calculé en fonction de la composition du ménage et en fonction des autres revenus de la personne (voir

lexique). Pour une personne seule, il s'établit à environ 1 469 euros nets par mois, allocation de loyer incluse.

Pour échapper à la stigmatisation, les individus essaient de se reconstruire une identité revalorisante. Ils adoptent des stratégies [...] de distanciation par rapport au groupe des RMGistes.

Toujours le logement

Tout d'abord, la plupart des participants interrogés dans le cadre de cette étude ressentent en effet leur budget comme réduit et contraignant, surtout ceux qui doivent vivre avec moins que le SSM. Ce n'est pas une surprise si le loyer est un de leurs plus gros soucis : « Ech mengen de Message [vun eis Betreffenen] ass ëmmer, am Fong geholl ëmmer nëmme vun de Wunnéngen. Déi Loyeren, dat ass dat Schlëmmst wat et gëtt » [Conny¹, Luxembourgeoise, 40-50 ans, divorcée, logée dans un foyer]. Plus le budget mensuel est réduit, plus le loyer pèse, ou, comme Georges, un immigré d'origine italienne qui gagne le SSM, le souligne : « Le loyer a une très forte incidence sur le petit budget qu'on a. Parce que si on pense qu'un loyer, même pour quelqu'un tout seul, comme je le suis, ben on n'arrive pas à trouver quelque chose de

moins de 700, 750 euros. C'est un peu poussé quoi, mais il faut s'y faire. » Se mettre en colocation peut alors devenir une stratégie pour éviter la surcharge du logement. Phil, un jeune Luxembourgeois vivant en colocation, reconnaît : « Je ne saurais pas comment je ferais si j'habitais seul. » Toutefois, plus encore que son coût, c'est plus généralement l'accès au logement qui pose souvent problème. Dans un contexte de pénurie de logements, les propriétaires préfèrent les locataires ayant une situation financière plus aisée. « Moi [je suis dans une] chambre de pension. Ben chaque fois que tu vas dans l'immobilière [ils te demandent] : où est ce que tu travailles ? [Nom de l'entreprise], äddi, à la prochaine. C'est toujours comme ça », s'insurge Carlos, un immigré qui a perdu son travail précédent [mieux rémunéré] suite à la fermeture de son entreprise. Comme il n'a pas accès à un logement approprié, ses enfants ne peuvent pas vivre actuellement avec lui. L'accès au logement a ainsi des répercussions sur les autres domaines de la vie des personnes concernées. Lorsqu'on est bénéficiaire des aides sociales comme le RMG, trouver un toit devient encore plus difficile : « Même quand on est dans le RMG, les propriétaires ils refusent de

Anne Franziskus est sociolinguiste et travaille actuellement comme chargée d'études pour la division des Statistiques sociales du Statec. Elle est responsable du projet « Les besoins minima des ménages – vers un budget de référence pour le Luxembourg ».

donner les maisons parce qu'ils se disent ça ne va pas être payé, si tu n'as pas de travail, comment tu fais, si on coupe le RMG.» (Dina, Cap-Vert, 30-40 ans, mère célibataire, trois enfants, logement privé).

Le loyer peut paraître une charge budgétaire d'autant plus lourde qu'elle est incontournable et non négociable. C'est alors par rapport aux achats quotidiens, aux activités de loisir, aux sorties et aux soins de santé que l'on se restreint: «On peut se priver d'une partie des cigarettes qu'on fume, on peut aller travailler en bus au lieu de prendre la voiture, quand on va faire les courses on va peut-être chercher des produits moins chers, mais pour les loyers on ne peut rien faire.» (Georges, Italie, célibataire, 50-60 ans, logement privé).

De la privation à l'exclusion sociale...

«Ech hu fir mech selwer gemierkt, datt ech mech op eemol immens vun der Gesellschaft ausgeschloss gefillt hunn, well ech néierens konnt higoen ouni datt et kascht huet», constate Dany Rasqué dans

le commentaire final de son *Mindestlohn-blog*. Cette dynamique de privation et d'isolement décrite par la journaliste se retrouve aussi dans les témoignages des participants. Or, si pour des célibataires ou des couples sans enfants, il est plus important de pouvoir aller boire un coup le soir, les parents mettent en avant leur désir de pouvoir offrir quelque chose à leurs enfants: «Simplement (aller) au Quick ou Macdonald, des petites conneries comme ça. Je ne dis pas tous les jours mais une fois par semaine. Quand le temps ne permet pas [d'aller au parc] par exemple [...] on va au Quick, on perd 2-3 heures, on est là, les enfants jouent etc., mais c'est des choses que moi je ne peux pas me permettre.» (Lucie, 30-40 ans, divorcée, 3 enfants, logement privé). Les vacances constituent notamment un sujet important dans ce contexte. Pour beaucoup de participants, partir en vacances au moins une fois par an est un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre, alors que cela constitue la normalité pour la grande majorité des résidents du Luxembourg. C'est ainsi que la discussion de groupe avec des salariés au niveau SSM a pris un ton amer

et ironique lorsqu'un des participants a expliqué qu'il allait passer ses vacances à la «plage des pauvres» près du lac de la Haute-Sûre. Pour de nombreux visiteurs venant d'autres pays, la région de la Haute-Sûre est un point d'attraction touristique. Mais à partir du moment où l'excursion sur le territoire national devient l'unique possibilité qu'on a, c'est la sensation de privation qui s'installe. En d'autres termes, privation rime souvent avec perte de la possibilité d'une décision autonome.

Lorsque ces dynamiques de privation perdurent sur une plus longue période, elles peuvent mener à un sentiment d'exclusion sociale. Les dynamiques de privation s'installent alors là où les individus ont l'impression qu'ils ne sont pas à jeu égal avec les «autres» dans la société. S'y ajoute le fait que la privation peut mener à une menace identitaire pour les concernés². Prenons l'exemple de la parentalité: ainsi, le fait de devoir constamment refuser des demandes à ses enfants peut entraîner un sentiment d'échec parental chez l'individu. C'est ce dont témoigne Dina, dont la petite fille de 5 ans veut avoir un vélo



«comme tous les autres enfants» – mais sa mère ne peut pas le financer «et ça, ça blesse une maman» (Dina, Cap-Vert, 30-40 ans, mère célibataire, trois enfants, logement privé).

... et à la stigmatisation sociale

Finalement, un phénomène social associé à l'exclusion sociale et à la précarité est la stigmatisation. Or, ce sont les bénéficiaires d'aides sociales qui en deviennent plus facilement victimes. Avoir un emploi sur le marché de travail «régulier» a un effet protecteur, étant donné que les individus continuent à adhérer à la norme de l'autosuffisance par le travail³. Être bénéficiaire d'aides sociales, par contre, place l'individu dans une position sociale considérée comme inférieure, son statut étant défini en termes de dépendance par rapport à la société. Le sociologue français Serge Paugam décrit ce phénomène comme un processus de disqualification sociale (1991). Le stigmate auquel font face les bénéficiaires du RMG est celui du « paresseux », du « profiteuse » qui choisirait consciemment de vivre aux dépens de la société. Angela, une jeune mère célibataire témoigne : « Jo, ech krut dat och scho vill an oft un de Kapp gehäit, ech wär esou en Asozialen dee géif vum RMG liewen a nëmme profitéieren. » Le terme « asocial »

la renvoie à une position marginalisée dans la société. Le RMG est dès lors une « étiquette » qui vient se greffer sur la personnalité de l'individu : « a wann si héieren RMG, dann ass ee schonn direkt gestempelt » (Conny, Luxembourgeoise, 40-50 ans, divorcée, pas d'enfants à charge, mesure d'insertion, foyer).

Pour échapper à la stigmatisation, les individus essaient de se reconstruire une identité revalorisante. Ils adoptent des stratégies de *boundary marking* ou de distanciation⁴ par rapport au groupe des RMGistes. À titre d'exemple, les personnes se trouvant dans une mesure d'insertion (voire lexique) peuvent insister sur le fait qu'ils travaillent pour leur argent, comme le souligne Angela : « Ech weess jo dat ech all mueres opstinn a schaffe gi fir mäi Geld, also datt ech elo net doheem setzen am RMG, well et gi jo och Leit déi einfach doheem bleiwen am RMG. » Toutefois, comme le montre cette citation, la prise de distance par rapport au stigmate contribue en même temps à le renforcer, car la catégorie presque « mythologique » du RMGiste profiteuse est reconfirmée.

Pour conclure : que nous apprennent ces témoignages sur la vie avec le salaire minimum au Luxembourg ? Deux pistes de conclusion s'imposent : d'un côté, il est

vrai que les personnes avec un petit revenu expriment souvent des manques (par exemple au niveau du logement). De l'autre, il serait audacieux d'avancer que toute personne vivant du salaire minimum est automatiquement victime de privations. Certains individus estiment en effet vivre de manière confortable avec le SSM, et cela pour des raisons diverses : soit parce qu'ils ont des réseaux sociaux et familiaux qui leur offrent du support, soit parce qu'ils ont des visions de vie qui attachent moins d'importance aux aspects matériels, etc. En fin de compte, la définition de « bien vivre » relève donc également d'un vécu personnel et individuel. Ce qui pour certains est considéré comme un luxe (vouloir acheter du lait bio par exemple) est une pratique indispensable pour d'autres. Si la discussion autour (de la hausse) des seuils minima est certes importante, elle doit impérativement être complétée par des réflexions plus approfondies sur les conséquences des dynamiques d'exclusion et de stigmatisation sociale. ♦

1 Tous les noms ont été changés par l'auteur.

2 Paugam 1991, Van de Mierop 2011.

3 Cependant, des travaux sociologiques récents soulignent que, dû à la dégradation des conditions de travail, la disqualification sociale commence à toucher également les salariés précaires (voire par exemple Paugam 2012).

4 Tajfel 1978, Wimmer 2008.

Un budget de référence pour le Luxembourg

Le but principal du projet « les besoins minima des ménages – vers un budget de référence » est d'estimer le budget dont une personne ou un ménage a besoin pour mener une vie simple, mais décente et socialement active au Luxembourg, et ainsi éviter le risque de pauvreté. La démarche consiste à définir concrètement toute une palette de biens et de services auxquels chaque individu doit avoir accès pour assurer son inclusion sociale. Le budget est établi en s'appuyant sur des sources et données différentes : réglementations et normes sociales établies, du savoir expert et scientifique, et des discussions de groupes avec des citoyens. Un deuxième but du projet est d'attirer l'attention sur le vécu des personnes qui

sont susceptibles de vivre des moments de privation. C'est pourquoi une enquête qualitative a été effectuée entre mai et juin 2014. Quinze entretiens individuels ont été menés avec des personnes suivant une mesure d'insertion RMG. Un focus group a rassemblé des personnes qui bénéficient de l'allocation complémentaire du RMG et un focus group a été mené avec 10 employés d'une entreprise qui paie le SSM. Les questions portaient sur ce dont on a besoin pour mener une vie « décente » et sur les conséquences dues à un budget jugé insuffisant. Dans le cadre du projet, d'autres groupes de discussion sont prévus.

Anne Franziskus

Bibliographie:

Paugam, Serge, *La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, 1991, Presses universitaires de France.

Paugam, Serge, « Les Formes contemporaines de la disqualification sociale », in *CERISCOPE Pauvreté*, 2012, vol. en ligne.

Tajfel, Henri, *Differentiation between Social Groups*, London, 1978, Academic Press.

Wimmer, Andreas, « Elementary Strategies of Ethnic Boundary Making », in *Ethnic and Racial Studies* 31 (6): 1025-55, 2008.

Van De Mierop, D., « Identity Negotiations in Narrative Accounts about Poverty », in *Discourse & Society* 22 (5): 565-91, 2011.